

répète 1.57 milliard de dollars—en traitements et salaires des 343,821 fonctionnaires au service de 18 millions d'habitants. Ce chiffre ne tient pas compte du coût des locaux occupés, de l'équipement etc. Il n'est pas exagéré d'affirmer que 30 p. 100 des impôts fédéraux servent à couvrir les traitements et salaires et les frais d'administration des différents ministères de l'État, sur un budget allant de 6 à 6.5 milliards de dollars. Le budget étant présenté ce soir, il est opportun de le mentionner.

Je tiens à répéter qu'il en coûte aux contribuables 1.57 milliard de dollars pour payer les traitements et salaires des fonctionnaires qui constituent la bureaucratie fédérale. Que ce nouveau ministre de l'Industrie soit la création du ministre des Finances, à en juger par son ouvrage *Troubled Canada* dont nous avons tant entendu parler, très bien. Néanmoins, il a bénéficié du grand appui de l'un des meilleurs membres de l'Intelligentsia de la Chambre des communes, probablement du ministre le plus qualifié, le député de Bonavista-Twillingate, disposant de l'appareil politique le meilleur qui soit depuis la confédération. Je n'hésite pas à dire qu'il existe certains chefs de service—je l'ai dit et me dispenserai de les nommer à nouveau—qui sont acquis aux libéraux. Ces chefs de service feront tout pour saboter les efforts d'un autre gouvernement. J'avise les deux partis secondaires que s'ils avaient jamais l'espoir de former un gouvernement, leur habilité à administrer le pays serait tenue en échec par toute cette bureaucratie.

Par cette nouvelle méthode, l'institution d'un ministère chargé de contrôler le secteur de la fabrication, le parti libéral espère exercer son influence politique dans chaque industrie du pays. Je l'affirme sans aucune hésitation. Nos vis-à-vis ne l'entendent pas de cette oreille, mais c'est vrai. L'extravagance des libéraux coûte déjà aux contribuables canadiens 1.57 milliard de dollars. Je déclare à nos vis-à-vis que l'année passée, le produit national brut a enregistré l'une des avances les plus fortes, soit 8 p. 100.

Si le gouvernement voulait vraiment augmenter la productivité, il devrait d'abord éliminer la bureaucratie, songer à donner à l'industrie ses coudées franches et à assurer son bon équilibre en diminuant les impôts. Il m'importerait peu de voir qu'on dépose un budget déficitaire si, pour l'année en cours, nous avions une bonne diminution des impôts. On n'a qu'à se reporter à la formule de l'impôt sur le revenu des particuliers pour se rendre compte combien les impôts sont élevés et nombreux. (*Exclamations*) Les honorables vis-à-vis se sont entendu répéter

[M. Woolliams.]

cela bien des fois, et j'ai l'intention d'y revenir chaque fois que j'en aurai l'occasion. Même si les libéraux me chahutent, je tiens à dire clairement que les conservateurs seraient très heureux de savoir qu'il y a diminution des impôts; si les libéraux réalisent les promesses qu'ils ont faites à la population canadienne au cours de la dernière campagne électorale, ils devront diminuer les impôts.

Toujours au sujet de l'industrie, je cite un exemple et un seul. Il en coûterait un milliard pour instituer un régime complet d'assurance-santé; si l'on ajoute cette somme à ce qu'il en coûte pour maintenir une bureaucratie, soit 1.57 milliard de dollars, c'est plus du tiers du budget qui y passe. Et à cela vient s'ajouter le coût de la défense. Comment peut-on espérer faire baisser les impôts? Voilà, monsieur le président, le sujet dont je veux parler maintenant.

J'ai déjà dit que le gouvernement devait tenir ses promesses relativement au programme de santé, cela entraînerait une augmentation des dépenses d'un milliard ainsi qu'un nouveau régime de fiscalité, ce qui abaisserait les traitements des salariés ainsi que les bénéfices de l'industrie. Si l'industrie pouvait garder l'argent ou une partie des sommes qui servent à la bureaucratie, elle pourrait alors réduire son coût de production, ce qui aboutirait à diminuer le prix des marchandises pour les consommateurs canadiens et permettrait à l'industrie canadienne de soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux.

Je déclare sans hésiter que si l'on abaissait les impôts, les syndicats ouvriers ne seraient pas portés à demander des augmentations de salaires. Il nous arrive souvent de nous demander pourquoi ils réclament des augmentations de traitement. Je voudrais répondre à cela en demandant à mon tour combien de familles, vivant des salaires qu'elles gagnent aujourd'hui, même s'ils sont élevés, n'ont plus rien, une fois les impôts acquittés, pour fournir une maison à leur famille et l'entretenir. Si l'industrie pouvait garder une partie des sommes qu'elle verse en impôts, elle ne devrait pas passer par des organismes de bureaucratie, comme la Banque industrielle du Canada afin d'emprunter les fonds nécessaires pour financer son expansion.

Tout particulier qui gagne environ \$15,000 par année dans notre pays à l'heure actuelle, est tenu de payer un impôt de 47 p. 100. Pensez un peu au coût de cette association. Le plus important associé de n'importe quelle entreprise canadienne est le gouvernement fédéral. Je n'ai pas besoin de répéter le montant des impôts versés par les sociétés, mais celles-ci ne peuvent élargir leur exploitation